

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/POL/2

16 octobre 2002

(02-5605)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

Notification au titre de l'article 7.3 de l'Accord sur  
les procédures de licences d'importation<sup>1</sup>

POLOGNE

La Mission permanente de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 14 octobre 2002.

### Description succincte du régime

1. En règle générale, les importations en Pologne ne sont soumises à aucune restriction, une licence n'est pas exigée, à moins que les règlements ou les accords internationaux n'en disposent autrement. En outre, toute personne peut importer ou exporter des marchandises et des services, sur la base de l'égalité des droits, sous réserve des conditions ou restrictions énoncées dans les règlements ou les accords internationaux.

Les règles régissant les importations en Pologne figurent dans les textes suivants:

- Loi - Code douanier du 9 janvier 1997 (texte publié dans le *Dziennik Ustaw* (Journal officiel) n° 75 de 2001, point 802, avec les modifications ultérieures);
- Loi du 11 décembre 1997 sur l'administration du commerce extérieur de marchandises et de services (publiée dans le Journal officiel n° 157, point 1026, le 23 décembre 1997, avec les modifications ultérieures);
- Règlement du Ministère de l'économie du 18 avril 2001 concernant les licences (permis) pour l'importation de marchandises sur le territoire douanier de la Pologne et leur exportation hors de celui-ci (*Dziennik Ustaw* n° 35 de 2001, point 412) - ce règlement décrit les formules de demande de licences (permis), la liste des documents à joindre à la demande, les formules de licences (permis) et les conditions dans lesquelles une licence peut être délivrée et utilisée. Il concerne les mesures non tarifaires telles que l'enregistrement automatique ou non automatique et les contingents;

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe du document G/LIC/3 pour le questionnaire.

- Règlement du Ministère de l'économie du 9 mars 2001 (*Dziennik Ustaw* n° 19, point 236, et n° 35, point 412) concernant les licences d'importation délivrées dans le cadre de contingents tarifaires - ce règlement décrit les formules de demande de licences d'importation, la liste des documents à joindre à la demande, les formules de licences et les conditions dans lesquelles une licence peut être délivrée et utilisée.

Note:

La présente notification ne traite pas:

- a) du régime applicable au commerce extérieur des armes et des biens à double usage, qui relève de la Loi du 29 novembre 2000 sur le commerce extérieur des biens, des technologies et des services ayant une importance stratégique pour la sécurité de l'État et pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que des modifications de certaines lois (publiées au *Dziennik Ustaw* n° 119, point 1250). Les lois et règlements mis à jour concernant cette question peuvent être consultés sur le site Internet: [www.mg.gov.pl/struktur/wwwdke](http://www.mg.gov.pl/struktur/wwwdke);
- b) des déchets – les conditions d'entrée et de sortie des déchets en Pologne sont énoncées dans la Loi du 27 avril 2001 sur les déchets (*Dziennik Ustaw* n° 62, point 628);
- c) des substances qui appauvrissent la couche d'ozone – les conditions dans lesquelles le commerce extérieur de ces substances est autorisé sont énoncées dans:
  - la Loi du 2 mars 2001 sur les procédures relatives aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (*Dziennik Ustaw* n° 52, point 537 et 100, point 1085);
  - le Règlement du Ministère de l'économie du 2 août 2002 indiquant les conditions détaillées et les modalités d'octroi d'une licence, ainsi que les formules de demande d'une licence pour la fabrication et le commerce de substances appauvrissant la couche d'ozone (*Dziennik Ustaw* n° 134, point 1129).

#### Objet et champ d'application du régime de licences

2-5.

#### A. Mesures non tarifaires

L'enregistrement automatique des importations est utilisé à des fins statistiques et de contrôle. Il s'applique aux marchandises originaires et en provenance de tous les pays (*erga omnes*) et ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations.

Les marchandises dont l'importation est soumise à un enregistrement automatique comprennent certains produits agricoles, certains produits en acier, les fils de fibres synthétiques discontinues, les machines à sous (appareils mécaniques, électromécaniques et électroniques où l'on joue pour de l'argent ou pour gagner un prix), la gélatine et ses dérivés autres que ceux qui sont utilisés dans l'industrie alimentaire. La liste de ces produits, avec les codes PCN correspondants, a été dûment notifiée conformément à l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Les demandes sont examinées dans l'ordre où elles ont été présentées.

Les marchandises dont l'importation est soumise à un enregistrement non automatique en 2002 comprennent seulement les articles de friperie relevant de la position PCN 6309 00 00 0; elles ont aussi été dûment notifiées conformément à l'article 5 de l'Accord. La seule différence entre l'enregistrement automatique et non automatique est que, dans le dernier cas, une licence peut être octroyée pour une quantité inférieure à celle qui a été demandée, mais pas inférieure à celle qui est fixée dans le Règlement pertinent. Les demandes sont examinées dans l'ordre où elles ont été présentées.

Contingents - En 2002, des contingents restrictifs ont été établis par les Règlements pertinents du Ministère de l'économie pour l'importation de charbon en provenance de la République tchèque (500 000 tonnes) et de la Russie (1 600 000 tonnes). Dans les deux cas, les contingents sont attribués dans l'ordre des demandes, une quantité maximale de 2 500 tonnes étant fixée pour chaque licence.

B. Mesures tarifaires

Contingents tarifaires - Les contingents tarifaires établis en 2002 sont indiqués ci-après:

1. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits agricoles - contingents limitant l'accès au marché pour les produits agricoles, établis conformément à l'Accord de l'OMC; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
2. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits agricoles en provenance des pays membres de l'Union européenne - viande, fromages, froment (blé), farine, malt, saucisses, son; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
3. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits originaires de la République tchèque, de la République slovaque, de la République de Hongrie, de la République de Slovénie et de la République de Bulgarie - fruits, céréales, fromages, tomates transformées, vins, bière; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
4. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits originaires des Îles Féroé - viande, saucisses, fourrages; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
5. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits originaires de l'État d'Israël - poisson, fleurs, légumes, sucreries, jus de fruit, vins; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
6. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits originaires de la République de Turquie - fromages, légumes, thé, sucreries, confitures, agrumes, jus de fruit, bière, vin; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
7. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits originaires de la République de Croatie - viande, sucreries, bière, vin; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.

8. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits originaires de la République d'Estonie - fromages laitiers, miel, fruits, café, malt, saucisses, sucreries, légumes, jus de fruit, sauces, soupes; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
9. Règlement du Conseil des Ministres du 11 décembre 2001 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits à des fins militaires - matériel et armes; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
10. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits destinés à la fabrication de pièces détachées pour automobiles - pièces et composants pour la fabrication de pièces détachées pour automobiles et matériel destiné aux usines d'automobiles; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
11. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certaines machines et de certains biens d'équipement destinés à l'industrie automobile - matériel pour les usines d'automobiles; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
12. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits destinés à l'industrie automobile - pièces et composants; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
13. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certaines matières premières destinées à la fabrication d'aliments sans gluten - amidon sans gluten; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
14. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de semences de variétés polonaises de betteraves à sucre produites à l'étranger et destinées à l'obtention de semences de qualité; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
15. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains composants destinés à l'industrie des télécommunications - pièces et composants pour la fabrication de matériel de télécommunication; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
16. Règlement du Conseil des Ministres du 30 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits chimiques et composants pour l'industrie électronique - matières premières et demi-produits pour l'industrie électronique; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
17. Règlement du Conseil des Ministres du 30 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certaines machines et de certains biens d'équipement destinés à l'industrie électronique - biens d'équipement pour l'industrie électronique; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
18. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certaines huiles destinées à l'industrie chimique - huiles de lin et de soja; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.

19. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de lin pour l'industrie textile - lin brut; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
20. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de produits destinés à l'industrie métallurgique - matières premières pour la métallurgie; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
21. Règlement du Conseil des Ministres du 23 avril 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits destinés à l'exploitation de navires de mer et à la navigation intérieure - carburant diesel marin; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.
22. Règlement du Conseil des Ministres du 26 février 2002 sur l'établissement de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits destinés à l'industrie pharmaceutique - matières premières pharmaceutiques; en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002.

Chaque contingent tarifaire est institué par un règlement du Conseil des Ministres publié au Journal officiel (*Dziennik Ustaw*).

L'attribution des contingents varie en fonction de leur nature. Ainsi, les contingents établis conformément à des accords multilatéraux (GATT, UE, ALEEC, etc.) concernent les produits agricoles; ils sont répartis principalement selon l'ordre des demandes, sauf dans les cas suivants:

- pour certaines marchandises ou certains groupes de marchandises, ils sont répartis proportionnellement au nombre de demandeurs, 21 jours après l'entrée en vigueur du règlement pertinent;
- pour certaines marchandises, le volume global du contingent est réparti en parts trimestrielles égales;
- pour certaines marchandises, un montant maximal est fixé pour chaque licence d'importation;
- une licence pour l'importation de sucre (dans la limite du contingent restreignant l'accès au marché établi dans le cadre du GATT pour ce produit) peut être délivrée moyennant un dépôt de 3 euros/100 kg net.

Les contingents tarifaires établis conformément aux accords bilatéraux sont attribués intégralement dans l'ordre des demandes (Estonie, Croatie, Îles Féroé) avec quelques exceptions dans le cas des importations en provenance de Turquie et d'Israël (le contingent pour les jus de fruit en provenance d'Israël est réparti proportionnellement au nombre de demandeurs avec un montant maximal de 200 tonnes par licence d'importation; les contingents pour l'importation de fruits, de noix, d'épices, de fruits secs et de jus de fruit en provenance de Turquie sont répartis selon l'ordre des demandes mais, pour ces produits, un montant maximal est fixé pour chaque licence).

La troisième catégorie de contingents tarifaires comprend les contingents institués pour des raisons économiques, lorsque la production intérieure n'est pas suffisante pour répondre aux besoins de certaines branches de l'industrie. Ces contingents sont répartis proportionnellement au nombre de demandeurs, et si la demande est inférieure au contingent autorisé, la répartition se fait selon l'ordre des demandes.

Pour ce qui est des lois et règlements en vertu desquels le régime de licences est appliqué, voir la réponse à la question n° 1.

Toutes les mesures, qu'elles soient tarifaires ou non tarifaires, sont établies par la loi pour une période déterminée et restent en vigueur jusqu'à la fin de l'année civile, après quoi elles doivent être établies de nouveau pour continuer d'être appliquées.

#### Modalités d'application

6. Aucun contingent restrictif n'a été établi en 2002, à l'exception des contingents pour le charbon en provenance de la République tchèque et de la Russie.

7. a) Conformément aux règles énoncées dans le Code des procédures administratives, les demandes doivent être examinées sans retard, dans un délai de deux semaines ou de dix jours. Si des explications supplémentaires sont nécessaires, la demande peut être examinée, et la licence d'importation peut être délivrée dans un délai de 30 jours. Dans la pratique, le délai effectif moyen pour le traitement d'une demande et la délivrance d'une licence n'excède pas une semaine.
- b) En général, les licences ne sont pas accordées sur demande. Cependant, si elles sont délivrées dans l'ordre des demandes, et s'il n'y a pas de retard dans le traitement des demandes, une licence peut être délivrée le jour même.
- c) Les demandes de licences d'importation peuvent être présentées à tout moment pendant la période de validité d'une mesure donnée, en l'absence de dispositions particulières concernant le mode d'attribution. Il en va de même pour les contingents qui n'ont pas été entièrement attribués.
- d) En général, quel que soit le régime de licences appliqué, qu'il s'agisse de l'enregistrement soit automatique ou non automatique, ou d'un contingent tarifaire ou autre, dans le cas des produits industriels, l'organe administratif habilité à délivrer des licences est le Ministère de l'économie. Il y a cependant une exception: les machines à sous, pour lesquelles les licences d'importation sont délivrées à la frontière par la douane. Pour les produits agricoles, les licences sont délivrées par l'Office de commercialisation des produits agricoles, sauf dans le cas de la gélatine (pour laquelle les licences relèvent du Ministère de l'économie).

8. Une demande de licence d'importation ne peut être rejetée que si elle n'est pas conforme aux prescriptions légales. Les raisons du rejet sont communiquées à l'intéressé, qui, en vertu des dispositions du Code des procédures administratives, a le droit de former un recours auprès du Ministère de l'économie ou du Ministère de l'agriculture (si la demande est rejetée par l'Office de commercialisation des produits agricoles) et, en seconde instance, auprès de la Cour administrative suprême.

#### Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toutes les personnes physiques et morales domiciliées dans la République de Pologne, indépendamment de leur nationalité ou de leur origine, sont habilitées à demander une licence d'importation, à condition que leur activité économique soit dûment enregistrée dans le pays.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Les formules de demandes sont annexées, en tant qu'appendices<sup>2</sup> 1, 2, 3 et 4, au Règlement du Ministère de l'économie du 18 avril 2001 (mesures non tarifaires) et, en tant qu'appendice<sup>2</sup> 1, 2, 3 et 4, au Règlement du Ministère de l'économie du 9 mars 2001 modifié le 18 avril 2001 (contingents tarifaires). La demande de licence doit contenir les renseignements habituels concernant l'importateur, les marchandises et le contrat d'achat.

Les documents suivants doivent être joints à la demande:

- extrait (copie) du registre du commerce ou autre;
- copie de l'identification statistique du demandeur, c'est-à-dire numéro statistique de l'entreprise émis par le service compétent;
- certificat d'acquittement des impôts délivré par le service fiscal compétent;
- certificat d'acquittement de la prime d'assurance sociale obligatoire délivré par le service d'assurance sociale compétent;
- copie du contrat;
- le cas échéant, document indiquant le niveau d'utilisation d'une licence précédente, établi par le bureau de douane.

11. Au moment de l'importation, l'importateur présente les documents habituellement exigés par le bureau de douane, tels que la facture, le DAU, le document de transport et la licence d'importation.

12. La licence d'importation est gratuite.

13. Aucun dépôt ou paiement anticipé n'est exigé pour la délivrance d'une licence (sauf dans le cas du sucre importé dans le cadre du contingent d'accès au marché de l'OMC).

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les licences d'importation sont généralement valables trois mois. La durée de validité ne peut pas être prolongée. À l'expiration, l'importateur peut demander une nouvelle licence, en joignant à sa demande une copie de la licence arrivée à expiration ainsi que le bilan de son utilisation établi par le bureau de douane.

15. Il n'est pas appliqué de sanctions en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Chaque licence porte le nom du titulaire. Les licences ne sont pas cessibles.

17. a)-b) Aucune autre condition n'est attachée à la délivrance d'une licence. Il y a cependant deux exceptions:

- le contingent tarifaire pour l'importation de certains produits à des fins militaires (point 9 de la liste des contingents tarifaires) - avant d'être présentée au Ministère de l'économie, la demande doit être certifiée par le Ministère de la défense quant à sa conformité avec le contrat signé avec le

---

<sup>2</sup> Disponible pour consultation au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) (en polonais seulement).

Ministère de la défense ou avec l'entreprise autorisée par lui à signer le contrat;

- l'enregistrement non automatique de l'importation d'articles de friperie - un certificat attestant que les marchandises à importer ont été désinfectées et désinsectisées doit être joint à la demande de licence.

Autres formalités

18. Aucune autre formalité administrative n'est requise pour l'importation, hormis celles prévues dans les règlements sanitaires, vétérinaires et en matière de qualité.

19. Les devises sont délivrées automatiquement pour l'importation de marchandises, et il n'est pas nécessaire d'avoir une licence pour obtenir des devises.

---